

Inter-réseaux - Bulletin de veille n°166 – 10 septembre 2010

Veillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

Ce mois-ci, des références autour du foncier, des politiques agricoles, des filières, du financement de l'agriculture, etc.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.

Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture !

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Inter-réseaux lance un forum de discussion électronique sur la régulation des marchés alimentaires en Afrique de l'ouest ! Inscrivez-vous dès aujourd'hui !!

Suite à la hausse des prix des produits agricoles mondiaux de 2008, le sujet de la régulation des marchés agricoles aux niveaux international, régional et local est dans tous les agendas scientifiques et politiques. Des études sur les instruments de régulation ont été menées, diverses expériences de régulation existent, des discussions et débats sont en cours. Ce forum vise à apporter des éclairages à la question « Quels acquis et enseignements, mais aussi quelles propositions d'instruments pour gérer l'instabilité des marchés alimentaires ouest-africains ? ». Les débats en ligne seront lancés le 20 septembre 2010. Inscrivez-vous dès maintenant au forum afin de partager vos expériences et d'alimenter les débats ! Envoyez un mail à inter-reseaux@inter-reseaux.org avec votre nom, prénom, fonction et organisme.

Lait

Chances et menaces du nouveau programme laitier au Burkina Faso - Les petits producteurs de lait et tous ceux qui vivent de sa transformation sont très inquiets

ABC Burkina, 6 septembre 2010

Le ministère des Ressources animales du Burkina Faso vient de valider un nouveau programme laitier ayant pour objectif de « générer suffisamment de lait local pour réaliser l'autosuffisance alimentaire en lait et produits laitiers ». Les représentants des petits producteurs et transformateurs de lait se sont réunis fin août pour examiner ce programme et font part de leurs inquiétudes dans un document intitulé « Chances et menaces ». Alors que plus de 10% de la population burkinabé est impliquée dans le secteur de l'élevage traditionnel, ce programme s'appuyant presque exclusivement sur des élevages modernes risque d'avoir des conséquences désastreuses sur la population et de compromettre la paix sociale.

<http://www.abcburkina.net/content/view/772/1/lang.fr/>

Moringa

Produire et transformer les feuilles de moringa

Reca, 12 août 2010

Le moringa, arbre tropical originaire d'Inde, est passé en une décennie du statut de plante marginale, voire inconnue dans de nombreux pays, à celui de nouvelle ressource alimentaire et économique pour les pays du Sud. Un guide, conçu par Moringanews et la Moringa Association of Ghana (MAG) est disponible en ligne et en français. Il vise à développer la production et la consommation de feuilles de moringa de qualité en mettant en pratique des méthodes simples de production, de transformation et de conditionnement.

http://www.anancy.net/documents/file_fr/moringawebFR.pdf

Pour plus d'informations sur le moringa, vous pouvez consulter le site suivant :

<http://www.moringanews.org/moringa.html>

Au Niger, la demande en moringa est forte et l'offre est insuffisante. Le Niger importe du moringa en grandes quantités du Nigeria voisin.

<http://www.reca-niger.org/spip.php?article184>

Cacao

Main basse sur le cacao

Jeune Afrique, 11 août 2010

Ce dossier spécial sur le cacao fait le point sur l'impact des événements qui se sont déroulés ces dernières semaines dans le secteur du cacao à l'échelle internationale. Il revient notamment sur l'achat record de 240 000 tonnes de fèves (6% de la production mondiale annuelle) par la société londonienne Armajaro en juillet dernier, sur les impacts de cette spéculation sur les autres acteurs de la filière et leurs réactions. En Côte d'Ivoire, l'actualité du cacao tourne également autour du procès des « barons du café-cacao » qui pourrait débiter en octobre, et des nouvelles structures provisoires mises en place par le chef de l'État pour régir le secteur café-cacao.

Au sommaire de ce dossier :

- **Main basse sur le cacao** : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2586p055-060.xml0/cacao-concurrence-exportation-pdcimain-basse-sur-le-cacao.html>
- **Trente notables à la barre** : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2586p055-060.xml1/enquete-justice-proces-cacaotrente-notables-a-la-barre.html>
- **Interview de Loïc Folloroux, Directeur Afrique du groupe Armajaro Trading Limited : "Armajaro condamne toute activité de fraude et de détournement de cacao"** : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2586p055-060.xml2/detournement-cacao-interview-speculationloic-folloroux-armajaro-condamne-toute-activite-de-fraude-et-de-detournement-de-cacao.html>
- **Choc Finger ou Goldfinger ?** : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2586p055-060.xml3/cacao-royaume-uni-speculation-moralitechoc-finger-ou-goldfinger.html>
- **Les nouveaux maîtres de la filière cacao** : <http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2586p055-060.xml4/cacao-aubert-zohore-ginette-illa-donwahi-cgfcclles-nouveaux-maitres-de-la-filiere-cacao.html>

Coton

Les producteurs africains de coton profitent de l'envolée des cours

La Croix, 24 août 2010

Depuis mars 2009, le cours du coton sur les marchés à terme mondiaux est passé de 0,40\$ la livre à 0,91\$. Malgré l'augmentation des volumes, les producteurs n'arrivent plus à suivre la demande pour cette fibre dont la culture s'étend sur 2,5% des terres arables du monde. Demande croissante des pays en développement et récentes inondations au Pakistan contribuent à la tension du marché. Cela bénéficie largement aux pays producteurs d'Afrique de l'Ouest, notamment le Burkina Faso dont le PIB dépend à 25% du coton. Ces dernières années, les cotonculteurs s'étaient tournés vers le maïs ou le soja, mais cette tendance s'inverse désormais.

<http://www.la-croix.com/Les-producteurs-africains-de-coton-profitent-de-l-envolee-de/documents/2436607/47605>

Foncier

Terres agricoles en Afrique : en attendant le marché foncier rural

Les Afriques, 6 août 2010

L'intérêt croissant pour les terres agricoles s'explique par 4 facteurs : assurance de la sécurité alimentaire, production croissante de biocarburants, réformes rendant les terres agricoles africaines attractives, et taux de retour sur investissement intéressant. La pression sur les meilleures terres est croissante et menace les locaux, alors que les surfaces échangées se font plus grandes. La FAO considère que ces investissements concentrent autant d'opportunités que de risques, et préconise une évaluation détaillée des termes des contrats. Mais face à l'absence de marché foncier, les prix des hectares concédés sont dérisoires, lorsqu'ils existent. Et les contreparties sont bien vagues. Il est nécessaire d'intégrer les populations locales aux négociations et surtout de sécuriser les droits fonciers en tenant compte des spécificités locales.

<http://www.lesafriques.com/actualite/terres-agricoles-en-afrique-en-attendant-le-marche-foncier.html?Itemid=89?articleid=26032>

L'accaparement des terres agricoles : une affaire de droits qui lance des défis politiques pour la communauté mondiale

EcoRev', Agter, 1^{er} septembre 2010

Dans le cadre de son numéro d'été consacré à l'agriculture (EcoRev' n°35), la revue EcoRev' a demandé à Agter de présenter son analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles. L'auteur rappelle l'ampleur du phénomène et fait le point sur ses conséquences : accroissement des crises alimentaires, sanitaires et migratoires, conflits, mais aussi dégradation environnementale, érosion de la biodiversité, pollution, etc. Les solutions sont à construire en rapprochant les nombreux « espaces politiques » où sont définis les droits sur la terre à toutes les échelles.

http://www.agter.asso.fr/article473_fr.html

Étude sur la problématique foncière au Nord-Kivu, RDC

CCFD, 4 août 2010, 71 p.

Au Nord-Kivu, 70% de la population est en position d'insécurité alimentaire. Cela est principalement dû à la sous-exploitation des potentialités agricoles de la région, car l'insécurité foncière y est latente. Outre l'enchevêtrement des droits coutumiers et modernes, les conflits y sont multiples et complexes. La forte progression de la population, liée aux mouvements de réfugiés et à des missions de migration conduit à une moindre disponibilité des terres, accentuant les problèmes. L'État tente de proposer des solutions *via* un processus de décentralisation et la mise en place d'un « code agricole » depuis 2006, permettant une meilleure protection des exploitants sur leurs terres. Une action à laquelle participent de nombreuses ONG et qui doit être renforcée.

http://ccfd-terresolidaire.org/ewb_pages/i/info_2246.php

Études de filières et de marchés

Études filières "gomme arabique", "bois énergie" et "bétail viande"

Cirad, 9 août 2010

Le Cirad a fourni un appui de court terme au Programme d'appui au développement de l'agriculture au Burkina Faso (Padab II) pour aider à la définition de stratégies d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques prenant en compte les opportunités et contraintes du marché de ces produits dans les régions Centre-Est, Est et Sahel. Plusieurs études filières ont été réalisées dans le cadre de ce programme, et traitent des thèmes suivants : diagnostic filière au niveau national et régional ; analyse financière de la filière ; contraintes et goulots d'étranglement ; perspectives, propositions d'interventions et actions pilotes.

Retrouvez ces études filières en ligne :

- Étude filière « gomme arabique » : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/etude-filiere-gomme-arabique>
- Étude filière « bois énergie » : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/etude-filiere-bois-energie>
- Étude filière « bétail viande » : <http://www.inter-reseaux.org/ressources-thematiques/article/etude-filiere-betail-viande>

Le marché du gari, du fufu et du waterfufu dans les villes de Douala et Yaoundé

Fidafrrique, 5 août 2010, 79 p.

Cette étude de marché insiste tout d'abord sur la localisation des bassins de production et d'écoulement du gari, du fufu et du waterfufu au Cameroun. Ainsi, la production est géographiquement concentrée et repose avant tout sur des petits exploitants et transformateurs. Les marchés de ces produits sont estimés entre 4 000 et 6 000 t/an à Douala et Yaoundé et la distribution s'organise dans les marchés traditionnels via des grossistes spécialisés. Les prix, quant à eux, sont très différents d'une zone de production à l'autre, et les écarts importants entre marché de production et marché de gros et de détail démontrent la vulnérabilité des producteurs dans le processus de vente.

<http://www.fidafrrique.net/article2431.html>

Études sur les filières riz en Afrique de l'Ouest

USAID, juillet 2010

Dans le cadre de l'initiative du gouvernement américain de promouvoir une sécurité alimentaire durable en Afrique (*Global food security response - GFSR*), son agence de coopération, l'USAID, a réalisé une étude de la filière riz en Afrique de l'Ouest. Le but de cette étude est d'améliorer la sécurité alimentaire en identifiant les actions qui pourraient être menées par l'USAID, les autres bailleurs de fonds, les gouvernements et le secteur privé, pour accroître la production, la transformation et la distribution des aliments de base et la compétitivité des filières, ainsi que pour augmenter les revenus des populations rurales en Afrique de l'Ouest.

<http://www.scribd.com/doc/24051085/mR-161-GFSR-West-Africa-Rice-Value-Chain-Analysis>

Des études pays sont également disponibles :

- Étude Mali : <http://www.scribd.com/doc/34052122/mR-158-GFSR-Mali-Rice-Study>
- Étude Sénégal : <http://www.scribd.com/doc/24050927/mR-160-GFSR-Senegal-Rice-Study>
- Étude Liberia : <http://www.scribd.com/doc/24050973/mR-157-GFSR-Liberia-Rice-Study>
- Étude Nigeria : <http://www.scribd.com/doc/24050879/mR-159-GFSR-Nigeria-Rice-Study>
- Étude Ghana : <http://www.scribd.com/doc/24051122/mR-156-GFSR-Ghana-Rice-Study>

Commercialisation des produits agricoles

Togo : une bourse pour booster la production agricole ?

Republicoftogo.com, 7 août 2010

Pour la campagne agricole 2009-2010, le Togo a produit 100 000 t d'excédents alimentaires dont la plus grande partie ne trouve aucun débouché. Face à ce problème de commercialisation, C. Birregah, docteur en sciences de gestion, travaille à la création d'une bourse agricole. Reconnaisant les efforts réalisés par l'État pour la production agricole, cet expert considère que la bourse qu'il entend créer à l'image des bourses éthiopiennes ou sud-africaines doit reposer sur une initiative privée et non sur l'État, car le projet serait alors voué à l'échec. Il reste encore de nombreux progrès à faire : créer un environnement juridique favorable aux exportations, des petites infrastructures de transport, de stockage, et donner les moyens aux agriculteurs de disposer d'informations sur les marchés. Des initiatives peu coûteuses au vu des bénéfices qui pourraient en être retirés.

<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Economie/Une-Bourse-pour-booster-la-production-agricole>

Politiques agricoles

Algérie : une politique agricole qui porte ses fruits

Jeune Afrique, 27 juillet 2010

En juin, l'Algérie a exporté 11 000 t d'orge. Un événement anodin ? Pas tant que ça, car c'était la première fois depuis 1967. Le pays a connu en 2009 une excellente récolte de céréales (6,1 Mt), notamment en raison d'une bonne pluviométrie. Mais c'est aussi le fruit d'une politique volontariste depuis la restitution des terres de 1987. Les gouvernements ont ainsi multiplié les créations d'infrastructures, mis en œuvre des politiques de formation, de diversification, etc., pour aider les quelques 7 millions d'agriculteurs algériens. Ainsi, 1 milliard de dollars a été consacré à la désalinisation des sols et, en 2009, 14 000 bovins ont été importés pour reconstituer les cheptels. Aujourd'hui, chaque algérien dispose théoriquement d'une ration de 3 600 kcal/jour.

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2584p022-029.xml3/agriculture-exportation-oms-elevageune-politique-agricole-qui-porte-ses-fruits.html>

Le New Deal rural

Jeune Afrique, 23 août 2010

Au Congo, le premier « nouveau village agricole » du New Deal rural est sorti de terre. Concept créé pour relancer la production agricole et l'élevage, approvisionner les marchés citadins et préparer l'après pétrole, il a également vocation à attirer les jeunes vers la terre. L'État fournit ainsi terrain, maison et matériel de production aux nouveaux agriculteurs, sélectionnés parmi plus de 300 candidats pour 40 maisons disponibles. Ce premier village doit approvisionner Brazzaville en œufs. Les contrats signés pour un an sont reconductibles et les loyers pour la maison et le poulailler sont mensuellement perçus par l'État sur les revenus tirés de la commercialisation des œufs. Les familles pourront devenir propriétaires après deux ans si leur exploitation fonctionne correctement.

<http://www.jeuneafrique.com/Articles/Dossier/ARTJAJA2587p071-072.xml0/agriculture-congolais-brazzaville-bailleurs-de-fondsle-new-deal-rural.html>

Le contraste agricole guinéen : tout avoir et manquer de tout

Guineeactu.com, 23 août 2010

Moussa Para Diallo, président de la Confédération nationale des organisations paysannes de Guinée (CNOP-G), dénonce le manque de volonté politique des dirigeants guinéens pour booster l'agriculture. Selon lui, il y a un manque criant de matériel et d'intrants, et l'ensemble des efforts pour redynamiser le secteur agricole – aménagements de terres arables, mécanisation, accès aux semences et aux engrais, stockage, etc. – sont réalisés par les organisations paysannes, avec l'appui financier des bailleurs de fonds, en lieu et place de l'État. Ce leader paysan guinéen dénonce le non respect des engagements de Maputo (le budget alloué à l'agriculture n'atteint même pas 4%) et rappelle que la relance agricole est indispensable à la croissance économique du pays.

<http://www.guineeactu.com/info.asp?mph=deta&ret=deta&ID=5074>

Progrès agricole au Cameroun, au Ghana et au Mali - Comprendre les causes et maintenir la dynamique

OCDE, 2 août 2010

Ce rapport présente une synthèse des conclusions d'études de cas portant sur la politique et les performances agricoles de trois pays africains : le Cameroun, le Ghana et le Mali. Leur objet consistait à recenser les contraintes freinant la croissance du secteur agricole et la réduction de la pauvreté qu'une meilleure conception de l'action publique pourrait aider à lever - tant au niveau national qu'au niveau international. L'analyse des performances agricoles a essentiellement porté sur les tendances de la production, de l'utilisation des facteurs de production et de la productivité. L'analyse des politiques agricoles a privilégié la mesure de leurs effets de distorsion sur les prix intérieurs et les prix internationaux, ainsi que sur l'évolution des dépenses publiques agricoles financées par l'aide publique au développement.

<http://www.oecd.org/dataoecd/38/39/41041777.pdf>

Politiques agricoles des pays de l'OCDE 2010 – Panorama

OCDE, 2010, 132p.

Cette quatrième édition examine les politiques agricoles des pays de l'OCDE en réponse à la demande des ministres de l'OCDE de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des principes de réforme des politiques agricoles. Le rapport de cette année met l'accent sur l'évolution récente des marchés agricoles et examine les défis futurs pour la réforme des politiques agricoles dans le contexte des changements rapides des prix mondiaux des produits agricoles. Le chapitre 1 donne une vue d'ensemble de l'évolution du soutien à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, évalue l'estimation du soutien à l'agriculture, et tire des conclusions concernant les progrès réalisés dans les pays de l'OCDE en matière de réforme agricole. Le chapitre 2 résume les tendances de l'évolution du soutien et de sa composition pour chaque pays de l'OCDE et le chapitre 3 contient les tableaux de base détaillés.

PDF en ligne (version consultable mais non imprimable) :

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/display.asp?sf1=identifiers&st1=512010092P1&LANG=FR>

Financement de l'agriculture

Le financement informel dans l'agriculture algérienne : les principales pratiques et leurs déterminants

Ali Daoudi, Betty Wampfler, 2 août 2010

Le financement informel, pratique courante dans le secteur agricole en Algérie, reste un phénomène peu étudié. Cet article présente des résultats d'une étude ayant pour objectif de caractériser cette pratique et d'explorer ses déterminants structurels dans quatre régions agricoles du pays. Quatre principaux types de pratiques y sont identifiés mais dans des proportions qui varient avec les caractéristiques structurelles de ces régions : la vente sur pied avec préfinancement, l'association de production, le crédit fournisseur et le prêt entre particuliers. D'ordre naturel et socio-économique, ces caractéristiques confèrent leurs spécificités aux territoires agricoles, déterminent les opportunités de financement informel offertes aux agriculteurs et influencent leurs choix.

http://www.john-libbey-eurotext.fr/fr/revues/agro_biotech/agr/e-docs/00/04/5C/68/article.phtml

Agriculture africaine : 100 millions de dollars de crédit pour les petits exploitants

Jeune Afrique, 4 septembre 2010

Entre 2011 et 2013, la banque sud-africaine *Standard Bank* (avec l'Alliance pour une révolution verte en Afrique - Agra) entend prêter 100 000 millions de dollars à 750 000 petits exploitants d'Ouganda, Ghana (cacao), Mozambique (noix de cajou) et Tanzanie. Au cours d'un forum à Accra, le président du Fida, avait noté le manque de capitaux dont souffrent 80 millions de petits exploitants, et des experts ont évalué à 39 milliards de dollars par an les besoins de l'Afrique pour voir son secteur agricole fonctionner à plein régime. Kofi Annan avait de son côté précisé que les engagements de Maputo (10% des budgets nationaux consacrés à l'agriculture), commençaient à porter leurs fruits.

http://www.jeuneafrique.com/depeche_afp_20100904T105357Z20100904T105354Z_agriculture-africaine-100-millions-de-dollars-de-credits-pour-les-petits-exploitants.html

Secteur agricole béninois : beaucoup d'ambitions, peu d'investissements

Ebeninois.com, 24 août 2010

Les investissements publics dans le secteur agricole sont encore très insuffisants au Bénin : loin de respecter les engagements de Maputo, l'État investit une part de plus en plus faible de son budget dans l'agriculture (6.3% en moyenne, 5% en 2010). Les investissements privés dans le secteur agricole restent par ailleurs très marginaux, et l'inexistence de banques dédiées à l'agriculture ne les facilite pas. Des efforts restent à faire pour parvenir à l'ambition affichée du gouvernement béninois de faire du pays une puissance agricole à l'horizon 2020.

http://www.ebeninois.com/Secteur-agricole-beninois-beaucoup-d-ambitions-peu-d-investissements_a3931.html

Le financement de l'agriculture en Afrique subsaharienne : une approche globale est nécessaire

Les Afriques, août 2010

Malgré des prix agricoles et des récoltes en hausse, l'Afrique n'arrive pas à financer son agriculture. L'agriculture emploie la majeure partie de la main d'œuvre africaine et représente le premier secteur contributeur (souvent supérieur à 30%) de son PIB. C'est donc le poumon de l'économie et le premier pourvoyeur de revenus d'exportation. Avec ces avantages, une stratégie (à l'image du Fonds agricole africain de la Bad, AFD, Fida, Agra) doit se mettre en place pour inverser les tendances. Le plus important demeure la mobilisation de ressources endogènes se traduisant par un soutien massif et multiforme aux producteurs (notamment via la microfinance), au commerce des matières premières, et par la mise en œuvre de réformes structurelles (productivité, organismes collectifs, etc.) permettant de peser sur les marchés mondiaux.

<http://www.lesafriques.com/actualite/le-financement-de-l-agriculture-en-afrique-subsaharienne-une-approche-globale-est-neces.html?Itemid=89?article=26101>

Volatilité des prix

Quelles conséquences de la hausse des prix du blé pour l'Afrique de l'Ouest ?

Farm, 25 août 2010

Depuis le mois de juillet, les prix du blé sur le marché international ont fortement augmenté, traduisant une tension croissante sur ce marché. Le pic a été atteint le 5 août, le boisseau de blé (27 kg environ) était coté à 7,8 dollars sur le marché de Chicago. Depuis le 5 août, les prix sont redescendus, avec un minimum le 17 août à 6,55 dollars (6,8 dollars le 19 août). Pour mémoire et comparaison, lors de la crise de 2008, les prix du blé avaient atteint les 13 dollars le boisseau. Quelles sont les raisons de cette hausse soudaine ? Cette hausse se transmet-elle en Afrique de l'Ouest ? De nouvelles émeutes de la faim se profilent-elles ? Cette note fait l'analyse du phénomène et de son impact sur prix locaux et les consommateurs ouest-africains.

<http://www.fondation-farm.org/spip.php?article712>

Semences

Une nouvelle variété de manioc part à l'assaut de la faim en Afrique

Jeune Afrique, 30 août 2010

Le manioc, aliment essentiel pour des millions d'africains connaît une demande croissante et les pénuries se font fréquemment sentir. Une nouvelle variété offrant un rendement 30% plus important que les variétés traditionnelles, commence à être mise en culture donnant de bonnes perspectives aux producteurs pour l'alimentation, mais aussi pour la production d'agro-carburant. L'Institut international pour l'agriculture tropicale (IITA) d'Ibadan (Nigeria), à l'origine de cette variété non-OGM le distribue déjà dans sept pays d'Afrique. Si l'IITA espère, à terme, pouvoir exporter ce manioc dans le monde entier, les chercheurs considèrent qu'il faut déjà permettre à l'Afrique de subvenir à ses propres besoins en manioc.

http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20100826T144226Z/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Jeune_Afrique_Economie+%28Jeune+Afrique+Economie%29&utm_content=Netvibes

Nigeria

Nigeria : du pétro-géant à l'agro-géant

SOS Faim, août 2010

En Afrique, le poids démographique et économique du Nigeria influence l'ensemble du continent. Mais le Nigeria apparaît cependant comme un géant aux pieds d'argile. Sa dépendance au pétrole et l'instabilité des cours mondiaux de l'or noir rendent ses ressources financières extrêmement fluctuantes. Ce nouveau numéro de *Défis Sud* traite de l'influence déterminante du Nigeria dans la sous région, notamment dans le secteur agricole et par le développement de son secteur agro-alimentaire.

http://www.sosfaim.be/index.php?lg=FR&rub=publications&pg=defis_sud&pub=nigeria_petro_geant_agro_geant

Jeunes

Chronique : un retour si hésitant des jeunes à la terre

LeFaso.net, 26 août 2010

L'agriculture burkinabé occupe 80% de la population mais peine à assurer la sécurité alimentaire du pays. Revaloriser la terre constituerait un débouché pour les jeunes burkinabés, qui constituent 50% de la population et doivent faire face à des difficultés d'emploi chroniques. Une volonté difficile à mettre en œuvre, tant le métier d'agriculteur a l'image d'un métier difficile qui ne nourrit pas son homme. Il convient donc de dépoussiérer les mentalités. Et c'est par l'école que les choses peuvent changer. Une formation efficace doit permettre aux jeunes de s'épanouir dans la terre.

<http://www.lefaso.net/spip.php?article38135>

Elevage

Elevage durable

Agridape, 10 août 2010

Le nouveau numéro d'Agridape est disponible. Il porte sur l'élevage durable. Au regard des différentes études et constats qui ont été faits ces dernières années sur l'impact des différentes formes d'élevage d'une part sur l'environnement et d'autre part sur la sécurité alimentaire au niveau global (l'élevage entre en compétition avec l'alimentation humaine), ce numéro aborde le sujet au travers de différentes expériences en lien avec le pastoralisme. Au sommaire, des expériences au Niger, Bénin, Cameroun, etc.

[http://agridape.leisa.info/index.php?url=magazine-details.tpl&p\[readOnly\]=1&p\[_id\]=248405](http://agridape.leisa.info/index.php?url=magazine-details.tpl&p[readOnly]=1&p[_id]=248405)

TIC

Les prix des produits agricoles à la portée de tous 24h/24 grâce aux TIC

Burkina NTIC, 3 septembre 2010

Mettre les Tic au service des producteurs, c'est la promesse d'une formation financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), à travers les projets Agribusiness and trade promotion (ATP) et Expanded Agribusiness and trade promotion (E-ATP). Le principe est simple : il s'agit d'optimiser la commercialisation des produits agricoles par l'utilisation du téléphone portable, plus accessible qu'Internet. La formation enseigne au producteur la façon d'envoyer une offre de vente ou d'achat depuis son portable et d'interpréter les informations reçues.

<http://www.burkina-ntic.net/Les-prix-des-produits-agricoles-a.html>

Bulletin de veille coordonné par l'équipe d'Inter-réseaux.

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager : écrivez-nous à : veille@inter-reseaux.org

*Vous pouvez également nous joindre par SMS ou téléphone, au : **0033 6 20 79 21 38***

Vous êtes plus de 6000 abonnés à nous lire !

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet.

Retrouvez l'ensemble des bulletins de veille parus à :

<http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/>

Pour inscrire un ami ou un collègue, allez à :

<http://www.inter-reseaux.org/bulletin/subscribe.php>

Inter-réseaux, le 10 septembre 2010

Avec le soutien de : AFD